



Mairie de Fontcouverte-La Toussuire
10 Rue de la Salette
73300 Fontcouverte-La Toussuire

Bonjour,

Nous avons bien reçu votre demande de compléments relative à notre demande d'examen au cas par cas pour la création d'un lotissement communal au lieu-dit « La Rochette » (dossier n°017439). Veuillez trouver à la suite, nos éléments de réponses qui vont permettront, nous l'espérons, d'instruire notre demande.

Sur le sujet des risques naturels :

- *L'Autorité environnementale indique « qu'il convient de fournir les études en questions » (Le PPRn prescrit, pour les constructions nouvelles, la réalisation d'une étude définissant les mesures constructives à mettre en oeuvre pour assurer la stabilité des structures vis-à-vis des risques de déformation de sol. Il prescrit également que les aménagements futurs liés à la gestion des flux devront être conçus de façon à ne pas entraîner des déstabilisations, même à long terme, de terrains, tant sur le site même de leur mise en oeuvre qu'à leur périphérie).*

La commune n'a pas prévu, au stade de la demande d'examen au cas par cas, la réalisation d'une étude géotechnique sur le site, dans la mesure où elle ne maîtrise pas encore la totalité du foncier et ne dispose pas de l'accord des propriétaires pour l'acquisition des terrains et/ou la réalisation d'une telle étude.

La première étape consiste à obtenir la DUP (l'instruction du dossier de demande d'examen au cas par cas étant nécessaire à la constitution du dossier de demande de DUP), puis à acquérir les terrains non maîtrisés, le cas échéant par voie d'expropriation. À ce stade amont de la DUP et des études niveau AVP, la commune ne peut engager de dépenses supplémentaires sans visibilité suffisante sur la poursuite du projet liée à la maîtrise foncière.

Par ailleurs, les constructions récentes situées en amont du site (au nord), ainsi que les constructions plus anciennes présentes sur l'ensemble de la périphérie du projet, ne laissent pas présager de difficultés particulières de constructibilité qui ne pourraient être résolues par des solutions techniques raisonnables.

Dans un second temps, au stade du permis d'aménager et de la réalisation des études PRO du projet, la commune fera obligatoirement réaliser une étude géotechnique portant notamment sur la structure de la voirie. Des études géotechniques seront également menées pour chaque nouvelle construction, les dispositions constructives dépendant notamment de l'implantation et des caractéristiques propres de chaque bâtiment sur son terrain.

- *L'Autorité environnementale indique que « Le formulaire cerfa p6 fait mention à une annexe 2 qui n'est pas jointe, merci de nous la transmettre » :*

Il s'agit de la pièce annexe 9 (cf. en PJ) ou annexe facultative 2 selon la dénomination sur la plateforme de dépôt qui est différente de celle du formulaire CERFA papier (cf. correspondance ci-dessous), annexe correspondant à l'extrait du PPRn qui a bien été déposé en ligne.

Sommaire du dossier des annexes :

Annexe 1 : Informations nominatives relatives au maître d'ouvrage ou pétitionnaire (non publié, joint séparément)

Annexe 2 : Sans objet- cause filet

Annexe 3 : Plan de situation du projet au 1/25 000

Annexe 4 : Photographies de la zone d'implantation

Annexe 5 : Plan masse décembre 2025

Annexe 6 : Plan des abords du projet sur fond de photographie aérienne

Annexe 7 : Plan de situation des zones Natura 2000 par rapport au projet

Annexe 8 (ou annexe facultative 1) : Extraits du Plan Local d'Urbanisme de Fontcouverte-La Toussuire (zonage, OAP)

Annexe 9 (ou annexe facultative 2) : Extrait du PPRn de Fontcouverte-La Toussuire, approuvé le 22 juillet 2002

Annexe 10 (ou annexe facultative 3) : Diagnostic écologique, SAGE Environnement, mars 2026

Sur le sujet de la gestion des eaux pluviales, l'Autorité environnementale demande « *de justifier pourquoi il n'est pas recouru à l'infiltration à la parcelle (lien avec le risque de mouvements de terrains?). Le réseau d'eaux pluviales dispose-t-il d'une capacité suffisante pour accueillir ces nouveaux rejets, sans induire de risque d'inondation ou de ruissellement à l'aval ?* »

Le CERFA indique en page 9/13 que les eaux pluviales sont collectées puis rejetées au réseau existant, après rétention, avec un débit de fuite limité, conformément aux prescriptions du PPRN concernant la gestion des flux liquides.

Le projet ne prévoit pas le recours à l'infiltration des eaux pluviales à la parcelle, celle-ci étant proscrite dans le secteur concerné, en raison du risque de glissement de terrain.

Le hameau de la Rochette a fait l'objet de travaux de mise en séparatif des réseaux en 2025. Les eaux pluviales du projet seront rejetées, après rétention, dans l'ancien réseau unitaire dont l'exutoire est le ruisseau du Rafour qui traverse La Rochette et Les Anselmes. Sa capacité est ainsi considérée comme suffisante. Le projet n'induit pas de risque d'inondation ou de ruissellement à l'aval grâce à la régulation du rejet des eaux pluviales en sortie du bassin de rétention par un vortex permettant de contrôler le débit de fuite.

Sur le sujet de l'Eau potable et assainissement :

Il est indiqué dans le CERFA :

- au point 4.3.2. que « suivant la taille moyenne des ménage (2,06 hab/logement chiffre INSEE 2022) à Fontcouverte-La Toussuire on peut s'attendre à une population nouvelle de l'ordre d'un vingtaine d'habitants, réévaluée à minima à 30 en partant de 3 hab/logement vue la typologie de l'habitat (maison individuelle) au sein du lotissement » ;
- au point 6.1 que « Suivant l'actualisation du bilan besoins ressources du secteur Bramant adduction AEP et les données du gestionnaire de réseau sur les prélèvements annuels effectifs représentant 38,8 % du volume annuel autorisé, l'augmentation du nombre de logements (9 maisons individuelles) n'a pas d'incidence significative sur la consommation annuelle d'eau potable et donc sur la ressource. La capacité de la station d'épuration "les Anselmes" est suffisante pour les besoins du projet + Les eaux usées seront collectées et renvoyées vers le réseau d'assainissement collectif existant pour être traitée à la station d'épuration des Anselmes d'une capacité de 200 EH et dont la capacité résiduelle est suffisante pour traiter les eaux usées du lotissement, avec un taux de saturation de 66 % en 2023 (durant les vacances d'hiver en période de forte affluence) correspondant à une charge maximale en entrée de 133 EH ».

L'Autorité environnementale demande *de quantifier les besoins en eau potable générés par le projet et les volumes d'effluents correspondants.*

Sur la base de 30 habitants (cf. 4.3.2. du CERFA), avec un ratio de l'ordre de 110 l/j/habitant sur le territoire communal, les besoins en eau potable sont estimés de l'ordre de 3,3 m³ par jour pour le lotissement, soit 1204,5 m³ par an. Concernant les volumes d'eaux usées, le même ratio est utilisé (ce qui maximise un peu les rejets, car une partie de la consommation (7%) est pour le jardin et la boisson, suivant la répartition par usage des ménages) et les volumes d'effluents sont donc similaires à ceux d'eau potable.

Concernant la justification du projet :

Il est indiqué dans le CERFA au point 4.2. concernant les objectifs du projet que : « La réalisation du lotissement communal résulte de la volonté de la Commune d'atteindre son objectif d'accueil de population et de production de logements neufs via la réalisation d'une opération limitant par ailleurs la densification à des conditions attractives pour la population locale. Le projet doit permettre d'optimiser la ressource foncière pour développer l'habitat (en donnant la priorité à la résidence principale) tout en proposant des logements accessibles principalement aux ménages modestes et aux jeunes actifs. Ce projet est étudié dans un contexte de rareté de l'offre de terrain à bâtir à des prix abordables pour les "jeunes du pays" souhaitant y rester. L'objectif poursuivi par la Collectivité, avec la création du lotissement, est de favoriser l'installation de nouveaux ménages et d'attirer une population de jeunes actifs sur le territoire de la commune. L'installation de nouveaux habitants sur le territoire de la commune est indispensable à son développement et à son avenir (maintien des écoles, des services publics, des commerces à l'année, ...). Ce projet communal permet aussi d'encadrer l'urbanisation à terme. En proposant des nouveaux logements et nouvelles infrastructures, la commune lutte contre la désertification. Ce projet d'aménagement d'un lotissement communal permettra de développer l'offre de logements sur la commune et de pallier aux difficultés du marché immobilier dans le contexte économique actuel ».

L'Autorité environnementale demande *de présenter ces objectifs* (« la réalisation du lotissement communal résulte de la volonté de la Commune d'atteindre son objectif d'accueil de population et de production de logements neufs ») *et d'expliquer en quoi le projet présenté contribue à leur atteinte, en précisant notamment combien de nouveaux habitants il permettra d'accueillir.*

Le projet de lotissement de La Rochette s'inscrit dans une stratégie de développement démographique définie par la commune de Fontcouverte-La Toussuire et traduite dans le futur PLUi. En effet, la commune connaît une baisse de sa population depuis plusieurs années, passant de 593 habitants en 2011 à 473 habitants en 2025. Cette évolution fragilise la pérennité des équipements, services et commerces de proximité.

Afin d'inverser cette dynamique démographique négative, le PLUi fixe un objectif de création de 87 logements sur les 15 prochaines années. Le projet de lotissement contribue directement à la réalisation de cet objectif car il prévoit la création de 9 logements individuels ce qui représente environ 10% de l'objectif de production fixé par le PLUi. Cette offre de logement est adaptée pour l'accueil de nouvelles familles. Elle vise à conforter la population permanente déjà présente tout en favorisant le maintien de la vitalité du territoire.

De plus, la commune connaît une hausse du nombre de ses élèves entre décembre et avril en lien avec les saisonniers travaillant dans la station, qui ne peuvent se loger à l'année sur la commune et habitent dans la vallée. Le lotissement permettrait donc à ses familles habitant plus bas dans la vallée et ayant un enfant inscrit dans l'une des écoles de Fontcouverte-La Toussuire de s'implanter de manière permanente sur la commune.

En espérant avoir répondu à vos attentes.

Christophe Truchet,
Maire

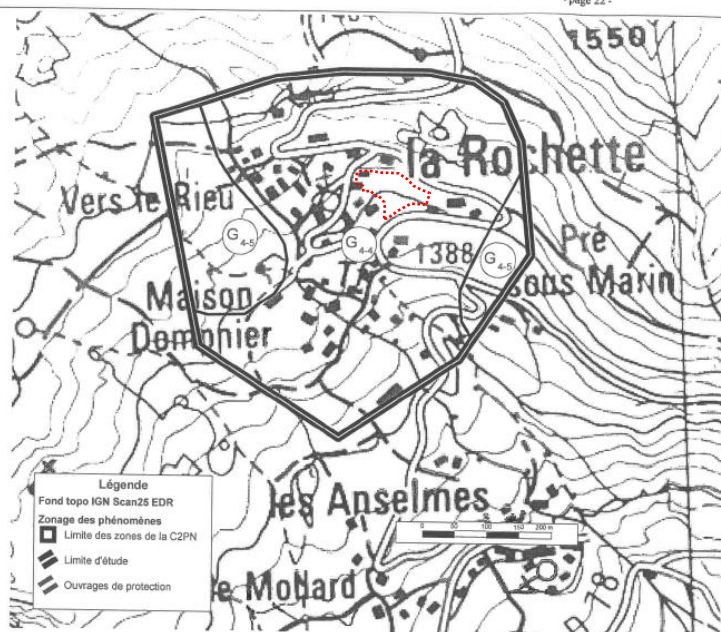


ANNEXE 9

se rapportant à la partie 5. du CERFA

Création d'un lotissement communal au lieudit "La Rochette" sur la commune de Fontcouverte-La Toussuire (73)

- page 22 -



Secteur G : La Rochette

Phénomène : Glissements de terrain

Planche 1 sur 2 pour ce secteur

Description du site :

Le hameau de la Rochette est bâti sur une ancienne coulée de glissement, à l'échelle des temps géologiques. Ce mouvement commence vers la Toussuire et concerne également le Chef-lieu et la Bise.

D'autre part, le site fait également partie du glissement de la Cullaz, assez actif au début du siècle, qui part de la même origine pour descendre vers le Merderel à la Cullaz, sans concerner le Chef-lieu.

Ces mouvements d'ensemble paraissent actuellement peu actifs, mais on peut y observer des instabilités plus localisées, notamment dans et autour du hameau de la Rochette. Ces instabilités concernent autant les matériaux de couverture que le flysch sous-jacent et sont donc superficielles à semi-profondes.

On trouve des exemples de mouvements actifs ou récents de part et d'autre du hameau, au dessus de l'embranchement de la route de la Rochette ou dans la combe du Rieu, mais le hameau lui-même semble concerné par des mouvements lents qui fissurent de nombreuses habitations.

Historique des événements marquants :

- Printemps 1906 : Un bâtiment s'effondre à la Rochette. « *Un moitié des maisons du village commencent [...] à se désolger* » (Mougín, 1914).

De nos jours encore, de nombreux bâtiments sont fissurés, parfois gravement comme la Chapelle ou d'anciennes maisons abandonnées et proches de la ruine.

Phénomène de référence :

La combe du Rieu à l'ouest, et les pentes sous les Trois Croix à l'est du hameau sont le siège de mouvements incompatibles avec l'urbanisation.

Le reste du hameau se prête à l'extension de l'urbanisation, moyennant prescriptions qui concerneront autant les instabilités de couverture que celles du substratum. Compte tenu de l'échelle de représentation, il est cependant possible d'y trouver des zones de dimensions réduites ne se prêtant pas à la construction.

PPR de Fontcouverte-La Toussuire - Note de présentation

Extrait de la note de présentation du PPRn de Fontcouverte approuvé le 22 juillet 2002 Secteur G8 La Rochette – localisation schématique du projet en pointillé rouge

Glissements de terrain, Affaissements, Ravinement

Activité du phénomène	a) Nul : 0	Potentiel : 1	a) Très peu actif : 2	b) Peu actif : 3	c) Moyennement actif : 4	d) Très actif : 5
-----------------------	------------	---------------	-----------------------	------------------	--------------------------	-------------------

Le degré de pondération, pour ces phénomènes, propose deux chiffres. Le premier chiffre indique le degré d'activité du phénomène constaté au moment de la réalisation de la carte ; le second chiffre est utilisé pour indiquer le degré d'activité que pourrait atteindre le phénomène à court ou moyen terme.

a, b, c, d : l'intensité — ou l'activité pour les cas particuliers des glissements de terrains, des affaissements et du ravinement — du phénomène est estimée en se référant à un bâtiment dit "bâtiment - référence" présentant les caractéristiques géométriques suivantes : emprise au sol de 10 m x 10 m, 2 niveaux + toit, sans référence aucune à la fréquence pour les phénomènes autres que les glissements de terrain, les affaissements et le ravinement.

a : le "bâtiment - référence" peut être construit librement.

b : le "bâtiment - référence" peut être construit en mettant éventuellement en œuvre des recommandations au caractère non obligatoire.

c : le "bâtiment - référence" peut être construit en mettant en œuvre des prescriptions.

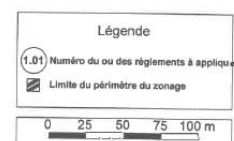
d : le "bâtiment - référence" ne peut être construit.

e : aucune manifestation du phénomène n'est visible sur le site, alors qu'un ou plusieurs des paramètres nécessaires à sa surveillance existent.

Pour les glissements de terrain, affaissements et ravissements, le bâtiment référence sert à déterminer le degré d'activité présent (premier chiffre) et le degré d'activité futur (deuxième chiffre)



Plan de Prévention de Risques de Fontcouverte-La Toussuire - Documents graphiques



**Extrait du document graphique et règlement
du PPRn de Fontcouverte approuvé le 22 juillet 2002, secteur 8 La Rochette
Localisation schématisque du projet en pointillé rouge**

- Page 12 -

Déformations liées aux mouvements du sol

référence du plan : 2.02

La lecture de la présente fiche doit être précédée de celle des § 3.1 à § 3.3.6.
Les prescriptions et recommandations suivantes s'ajoutent à celles définies au § 3.4

Prescriptions d'urbanisme :

- Zone constructible ; Aménagement et extension possible du bâti existant.

Bâti futur

Prescriptions :

- Préalablement à la réalisation du projet, une étude devra être réalisée, définissant les mesures constructives à mettre en œuvre pour assurer la stabilité de ses structures vis-à-vis des risques de déformation du sol.
- Les aménagements futurs liés à la gestion individuelle des flux liquides (eau potable, eaux usées, eaux pluviales) devront être conçus de façon à ne pas entraîner de déstabilisations, même à long terme, des terrains, tant sur le site même de mise en œuvre de ces aménagements qu'à leur périphérie.

Bâti existant

Bâti existant en l'état et projets d'aménagement sans changement de destination :

Recommandations :

- Préalablement à la réalisation du projet, une étude pourra être réalisée, définissant les mesures constructives à mettre en œuvre pour assurer la stabilité de ses structures vis-à-vis des risques de déformation du sol.
- Les aménagements existants liés à la gestion individuelle des flux liquides (eau potable, eaux usées, eaux pluviales) pourront être modifiés si nécessaire de façon à ne pas entraîner de déstabilisations, même à long terme, des terrains, tant sur le site même de mise en œuvre de ces aménagements qu'à leur périphérie.

Projets d'aménagement avec changement de destination et projets d'extension :

Prescriptions :

- Préalablement à la réalisation du projet, une étude devra être réalisée, définissant les mesures constructives à mettre en œuvre pour assurer la stabilité de ses structures vis-à-vis des risques de déformation du sol.
- Les aménagements futurs liés à la gestion individuelle des flux liquides (eau potable, eaux usées, eaux pluviales) devront être conçus de façon à ne pas entraîner de déstabilisations, même à long terme, des terrains, tant sur le site même de mise en œuvre de ces aménagements qu'à leur périphérie.